

26 mars 2020

Évolutions monétaires – France • Février 2020

Les dépôts à vue demeurent la principale composante expliquant la progression de l'agrégat M3

Les dépôts à vue progressent de + 11,2 % en février après + 10,9 % en janvier). La reprise des dépôts à terme après un mois de forte décollecte (+ 0,3 % en février après - 7,9 % en janvier) compense le léger ralentissement des comptes sur livrets (+ 4,4 % après + 4,6 %) et conduit à une accélération des ressources résidentes incluses dans M2-M1 (+ 3,8 % en février après + 2,7 % en janvier). Les ressources résidentes incluses dans M3-M2 continuent leur progression (+ 3,0 % en février après + 2,6 % en janvier), la baisse des titres d'OPC monétaires étant compensée par la très forte progression des pensions (+ 24,8 % après + 17,9 %) et des titres de créances de maturité inférieure à deux ans (+ 12,7 % après + 5,5 %).

Après prise en compte des avoirs et engagements vis-à-vis du reste de la zone euro, le taux de croissance de la composante française de l'agrégat M3 accélère à nouveau en février : + 6,7 % après + 6,1 % en janvier.

France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)		
		févr-20	déc-19	janv-20
Dépôts à vue	1 139	11,2	10,9	11,2
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 139	11,2	10,9	11,2
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>		11,7	11,3	11,1
Dépôts à terme ≤ 2 ans	116	-7,6	-7,9	0,3
+ Comptes sur livret	711	4,8	4,6	4,4
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	827	2,9	2,7	3,8
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>		3,3	3,0	3,1
Titres d'OPC monétaires	263	-4,1	0,7	-0,8
+ Pensions	25	20,7	17,9	24,8
+ Titres de créance ≤ 2 ans	66	-6,8	5,5	12,7
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	355	- 3,1	2,6	3,0
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>		1,4	1,1	0,8
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 321	5,8	6,5	7,2
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>		6,9	6,6	6,5
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	257	10,5	8,1	11,0
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	59	34,0	36,0	64,1
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	2 519	5,7	6,1	6,7
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>		6,9	6,4	6,2

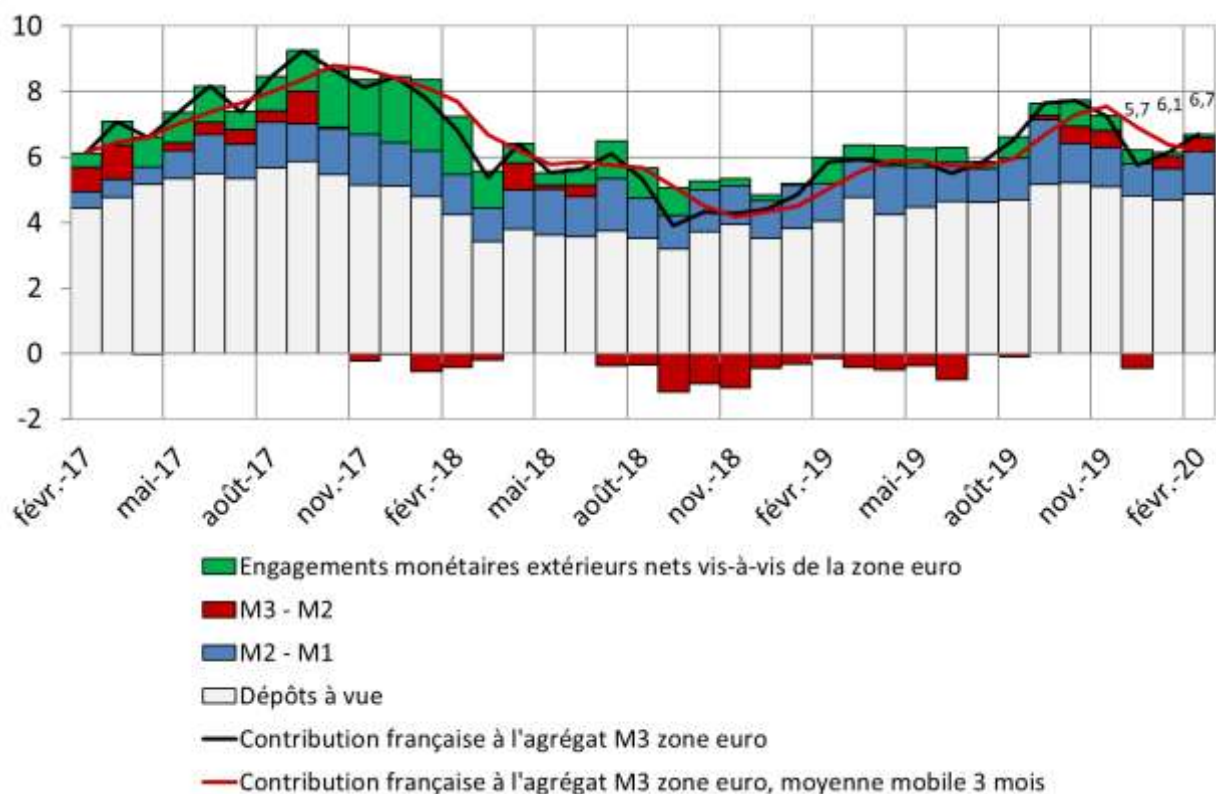
(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

